

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2011

INTRODUCTION

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction, tel que l'exige l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prévues dans la Norme comptable 1.3 du Conseil du Trésor. Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses.

Ce rapport financier trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

POUVOIR, MANDAT ET ACTIVITÉS DE PROGRAMME

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (Comité) est un organisme indépendant qui surveille de l'extérieur les opérations du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et en rend compte au Parlement du Canada.

Le Parlement a conféré au SCRS des pouvoirs extraordinaires de s'ingérer dans la vie privée des personnes. Le Comité veille à ce que ces pouvoirs soient exercés judicieusement et dans le respect de la loi afin de protéger les droits et les libertés des Canadiens. À cette fin, il examine les opérations passées du Service et il enquête sur les plaintes. Il a le pouvoir absolu d'examiner toute information qui a trait aux activités du SCRS, si délicate soit-elle et quel qu'en soit le niveau de classification. Son rapport annuel au Parlement résume les résultats de ces travaux, qui sont expurgés afin de protéger la sécurité nationale et la vie privée des intéressés.

De plus amples renseignements sur les activités de programme du Comité se trouvent à la partie II du Budget principal des dépenses.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2011

MÉTHODE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du Ministère accordées par le Parlement et utilisées par le ministère, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses pour l'exercice 2011-2012. Ce rapport trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier (sur une base de comptabilité de caisse) conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissous pour la tenue d'une élection générale, l'article 30 de la Loi sur la gestion des finances publiques autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à émettre un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l'exercice au cours duquel il a été utilisé.

Le Ministère utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2011

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ET CUMULATIFS

État des autorisations

Au 30 juin 2011, les autorisations totales disponibles pour l'exercice en cours avaient augmenté de 18 000 \$ par rapport au même trimestre en 2010-2011.

Les autorisations annuelles allouées par la loi se ressentent directement des variations du taux annuel du régime d'avantages sociaux des employés. L'augmentation nette de 18 000 \$ énoncée dans l'état des autorisations peut être attribuée principalement à l'accroissement du taux du régime d'avantages sociaux des employés, passé de 17 % à 18 % en 2011-2012.

D'exercice en exercice, la variation du budget par article courant dépend des priorités ciblées pendant l'exercice. En 2011-2012, la priorité sera l'accroissement des services professionnels, étant donné le recours au conseil externe nécessaire dans certaines affaires devant la Cour fédérale. La réduction des coûts de transport et de communication et des coûts d'information prévue en 2011-2012 rapprochera ces articles de la norme historique. La réduction des dépenses d'acquisition d'équipement prévues en 2011-2012 est attribuable aux investissements importants faits dans le renouvellement continu en 2010-2011.

État des dépenses ministérielles budgétaires par article courant

Les dépenses du Comité pendant le trimestre visé et jusqu'à présent au cours de l'exercice correspondent à celles engagées l'exercice précédent.

RISQUES ET INCERTITUDES

Le présent rapport financier trimestriel rend compte des résultats de l'exercice en cours, par rapport au Budget principal des dépenses, pour lequel la totalité des crédits a été versée le 27 juin 2011. Le Comité n'a pas reçu d'autorisations de financement supplémentaires aux termes du Budget supplémentaire des dépenses A.

Bien qu'on ait annoncé dans le Budget de 2010 que le budget de fonctionnement des ministères serait fixé à son niveau de 2010-2011 pendant les exercices de 2011-2012 et de 2012-2013, le budget de 2011-2012 du Comité a baissé de 6 %, et devrait être encore réduit de 10 % en 2012-2013. Cette réduction proposée de 16 % du budget de fonctionnement est en cours d'examen par la direction. Les options de compression sont limitées par la nature du budget du Comité : il est consacré à environ 70 % aux salaires et autres frais connexes.

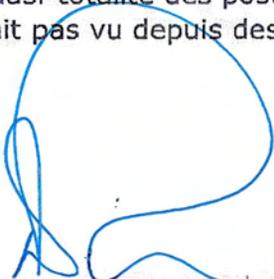
**Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Rapport financier trimestriel**

**Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants
quant au fonctionnement, au personnel et au programme**

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2011

**CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET AUX
PROGRAMMES**

Le succès qu'il a obtenu récemment au chapitre du recrutement et de la conservation du personnel représente le changement interne le plus important survenu au Comité. En effet, la quasi-totalité des postes au Comité étaient pourvus au début de 2011-2012, ce qui ne s'était pas vu depuis des années.



Hon. Arthur Thomas Porter
Président



Susan Pollak
Directrice Exécutive
Dirigeante principale des finances

Ottawa, Canada
Date

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2011

ÉTAT DES AUTORISATIONS (non vérifié)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2011-2012			Exercice 2010 2011		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012**	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2011	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011**	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin, 2010	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	2 708	447	447	2 707	483	483
Autorisations législatives budgétaires	305	76	76	288	72	72
Autorisations budgétaires totales	3 014	523	523	2 996	555	555
AUTORISATIONS TOTALES	3 014	523	523	2 996	555	555

**N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Nota : Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2011

TABLE 1: Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2011-2012			Exercice 2010 2011		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012**	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2011	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011**	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin, 2010	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses:						
Personnel	2 002	436	436	1 983	445	445
Transports et communications	177	26	26	323	48	48
Information	29	6	6	94	21	21
Services professionnels et spéciaux	708	42	42	426	36	36
Location	19	8	8	20	2	2
Services de réparation et d'entretien	5	2	2	35	-	-
Services publics, fournitures et approvisionnements	24	1	1	24	3	3
Acquisition de terrains, de bâtiments et ouvrages	-	-	-	-	-	-
Acquisition de matériel et d'outillage	40	1	1	89	-	-
Paiements de transfert	-	-	-	-	-	-
Autres subventions et paiements	11	1	1	2	-	-
Dépenses budgétaires brutes totales	3 014	523	523	2 996	555	555
DÉPENSES BUDGÉTAIRES NETTES TOTALES	3 014	523	523	2 996	555	555

**N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Nota : Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.